

MULTIDIMENSIONNALITÉ ET VARIABILITÉ DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE DANS L'UNION EUROPÉENNE

[Cyril Jayet](#)

Librairie Droz | « [Revue européenne des sciences sociales](#) »

2021/2 59-2 | pages 69 à 105

ISSN 0048-8046

DOI 10.4000/ress.7833

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-europeenne-des-sciences-sociales-2021-2-page-69.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Librairie Droz.

© Librairie Droz. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Multidimensionnalité et variabilité du clivage gauche-droite dans l'Union européenne

*Multidimensionality and variability of the left-right divide in the European
Union*

Cyril Jayet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ress/7833>

DOI : 10.4000/ress.7833

ISBN : 1663-4446

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 6 décembre 2021

Pagination : 69-105

ISSN : 0048-8046

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Cyril Jayet, « Multidimensionnalité et variabilité du clivage gauche-droite dans l'Union européenne », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 59-2 | 2021, mis en ligne le 02 janvier 2025, consulté le 09 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ress/7833> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.7833>

MULTIDIMENSIONNALITÉ ET VARIABILITÉ DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE DANS L'UNION EUROPÉENNE

CYRIL JAYET

Paris, Sorbonne Université, GEMASS – CNRS
cyril.jayet@sorbonne-universite.fr

Résumé. Cet article propose d'identifier les variations nationales du rôle de quatre attitudes politiques dans la construction du clivage gauche-droite: l'interventionnisme économique, le libéralisme moral, l'acceptation de l'immigration et la préoccupation environnementale. Au moyen des données de l'enquête *European Values Study (EVS)* 2017 dans 21 pays de l'Union européenne, l'article montre d'abord l'intérêt de substituer cette description quadri-dimensionnelle des attitudes politiques à la description bi-dimensionnelle usuelle opposant libéralismes économique et culturel. Il montre ensuite comment, selon les pays, chaque attitude politique joue un rôle différent dans la construction du clivage gauche-droite. Dans certains pays, certaines attitudes apparaissent comme particulièrement dominantes, c'est-à-dire comme déterminant quasiment seules ce clivage. Enfin, l'article met en évidence la complexité des relations entre clivages politiques et stratification sociale: selon l'attitude politique considérée, un plus haut niveau de diplôme est associé à un positionnement plus à droite ou plus à gauche.

Mots-clés: attitude politique, opinion publique, stratification sociale, valeurs.

Abstract. This article proposes to identify national variations in the role of four political attitudes in the construction of the left-right divide: economic interventionism, moral liberalism, acceptance of immigration, and environmental concern. Using data from the 2017 European Values Study (EVS) in 21 European Union countries, the article first shows the value of using this four-dimensional description of political attitudes rather than the usual two-dimensional description opposing economic and cultural liberalisms. It then shows how, depending on the country, each political attitude plays a different role in the construction of the left-right divide. In some countries, certain attitudes appear to be particularly dominant, i.e., they determine this divide almost on their own. Finally, the article highlights the complexity of the relations between political divides and social stratification: depending on the political attitude considered, a higher level of education is associated with a more right-wing or left-wing position.

Keywords: political attitude, public opinion, social stratification, values.

INTRODUCTION

Si la distinction entre la gauche et la droite trouve fameusement son origine dans la Révolution française, elle en est assez rapidement venue à s'imposer bien au-delà de l'hexagone. Ainsi, dès 1864, on peut lire dans le *Dictionnaire général de la politique* dirigé par Maurice Block : « Il est maintenant reçu – dans beaucoup de pays – que les conservateurs se placent à droite du président et les libéraux à gauche » (cité par Crapez, 1998, p. 44). Dans un traité canadien de science politique de la fin du *xx^e* siècle, ce clivage est même décrit comme un « espéranto politique » (Laponce, 1981, p. 56). Le succès de cette opposition se manifeste aussi dans les enquêtes internationales dans lesquelles on demande aux enquêtés de tous les continents de se situer sur une échelle allant de la gauche à la droite. Si cette opposition semble ainsi s'imposer très largement, les travaux historiques montrent néanmoins que sa signification a largement évolué au cours du temps. S'appuyant sur le travail de Marcel Gauchet, Marc Crapez (1998) note qu'en France c'est seulement au début du *xx^e* siècle que cette position sur l'axe gauche-droite est passée d'une simple position technique à l'Assemblée à la description d'une identité politique plus substantielle faisant partie du langage courant. Mais, surtout, il montre comment, dans le cas de la France, cette opposition a revêtu diverses significations pour décrire la vie parlementaire et les différents affrontements entre les partis.

D'un point de vue plus quantitatif, certains auteurs ont critiqué les questions d'auto-positionnement sur une échelle gauche-droite, considérant que leur abstraction et leur signification potentiellement variable en faisaient une mauvaise mesure (Evans, 2010). Plusieurs travaux ont néanmoins montré l'intérêt de ces échelles justement pour étudier les variations de la signification du clivage gauche-droite (De Vries et al., 2013). En effet, ce clivage est d'abord un outil cognitif permettant de décrire de manière simplifiée les clivages complexes d'un système politique (Fuchs et Klingemann, 1990). Il ne faut donc pas considérer sa signification comme donnée, mais au contraire la prendre pour objet, en tant qu'elle nous informe sur les attitudes politiques des citoyens et leur relation à un contexte politique plus large : les rapports de force entre personnels politiques et les problèmes publics promus par les différents acteurs du système médiatique.

En outre, s'il est nécessaire d'insister sur les variations de la signification du clivage gauche-droite, il est néanmoins aussi important de relever de nombreuses constantes dans ce clivage. La définition de ce clivage comme outil cognitif pouvant avoir des significations variables ne doit en effet pas le rendre non plus vide de contenu. Si, d'une époque à l'autre ou d'un pays à l'autre, on observait effectivement une inversion radicale des significations des termes de « droite » et « gauche », ce clivage aurait sans doute peu d'intérêt, du fait d'une relation arbitraire entre les termes et les contenus politiques auxquels ils renvoient.

Les définitions les plus générales du clivage gauche-droite semblent néanmoins tenir dans le temps tout en autorisant d'importantes variations de ses manifestations historiques. Seymour Martin Lipset et ses collaborateurs définissent par exemple la gauche comme la promotion du changement social en direction d'une plus grande égalité politique, économique, ou social et la droite comme soutenant un ordre hiérarchique plus traditionnel et s'opposant à ce changement envers plus d'égalité (Lipset et al., 1954, p. 1135). Cette définition permet ainsi des variations historiques selon que l'on insiste dans un contexte particulier sur tel ou tel type d'égalité (économique, politique ou social) ou encore selon l'état des inégalités et donc ce qu'implique leur réduction.

Cette définition de Lipset et al. permet en outre d'expliquer certaines difficultés de la caractérisation du clivage gauche-droite : le fait qu'il soit utilisé pour décrire des opinions sur des sujets politiques très différents. Cette diversité potentielle de significations est paradoxalement une faiblesse et l'intérêt même du concept : montrer que les opinions relevant de sujets politiques différents découlent d'attitudes plus générales que mesure le positionnement à droite ou à gauche. Par exemple, l'attitude libérale dans le domaine économique désigne un ensemble d'opinions, comme le fait d'être en faveur des privatisations et de mesures de protection sociale moins restrictives. Le libéralisme culturel constitue une position très différente qui peut regrouper des opinions comme l'acceptation du mariage homosexuel ou de l'avortement. Les travaux sur ces deux types de libéralisme montrent qu'ils sont corrélés négativement dans la plupart des pays (Benoit et Laver, 2006). Cette corrélation négative entre libéralisme économique et libéralisme culturel devrait pouvoir s'expliquer comme une

conséquence d'une attitude plus générale à l'égard de l'égalité et de la liberté. C'est cette attitude plus générale que le clivage gauche-droite vise à décrire.

La relation entre des attitudes générales, comme le positionnement à droite et à gauche, et des attitudes plus spécifiques, comme le libéralisme économique ou le libéralisme culturel, n'est néanmoins pas non plus celle d'une simple déduction logique de principes généraux vers des prises de positions particulières. D'une part, on peut supposer des allers-retours permanents entre principes généraux et opinions spécifiques, la confrontation à des problèmes particuliers faisant évoluer les attitudes générales qui elles-mêmes influencent la manière d'aborder ces problèmes particuliers. D'autre part, la formation d'une opinion sur un sujet donné fait intervenir l'influence de nombreux acteurs qui incitent l'individu à considérer certaines positions politiques comme plus ou moins en faveur de l'égalité et de la liberté, mais aussi comme plus ou moins importantes à un moment donné. C'est la raison pour laquelle le contenu de ce que signifie être de gauche ou de droite peut varier de manière considérable. Catherine E. De Vries et al. (2013) nomment « empaquetage » (*bundling*) le fait que tout un ensemble d'opinions soient à un moment donné associées à une catégorie du clivage gauche-droite. Ils soutiennent que cet ensemble d'opinions évolue progressivement, certaines opinions « entrant » et d'autres « sortant » au gré de l'importance des sujets concernés dans le contexte politique et médiatique. Ces auteurs montrent ainsi aux Pays-Bas que les opinions sur des questions culturelles sont de plus en plus corrélées au positionnement sur l'échelle gauche-droite. C'est aussi un résultat que Vincent Tiberj (2017) obtient pour la France (voir aussi Stimson et al., 2012).

Ces derniers travaux soulignent les variations temporelles au sein d'un pays de l'importance de certaines opinions pour déterminer le clivage gauche-droite. Raul Magni-Berton (2013) a lui montré au moyen de l'enquête *European Values Study (EVS)* que la signification de la gauche et de la droite pouvait varier d'un pays à l'autre en Europe, c'est-à-dire que ces catégories pouvaient être associées à des valeurs différentes selon le pays. Magni-Berton montre également que le clivage gauche-droite est moins prédictif de l'adhésion à différentes opinions dans les pays d'Europe de l'Est que ceux d'Europe de l'Ouest.

Dans la continuité de ce travail de Magni-Berton, nous nous proposons de prendre pour objet les variations internationales du clivage gauche-droite. Pour cela, nous reviendrons d'abord sur les travaux sur ce clivage et ses différentes dimensions et nous proposerons d'étudier les relations qu'entretient ce clivage avec quatre domaines politiques distincts : l'économie, le pouvoir politique, les questions sociétales et l'environnement. Nous mobiliserons ensuite les données de l'enquête *EVS* sur les pays de l'Union européenne. Nous montrerons d'abord que ces quatre domaines font l'objet d'attitudes politiques spécifiques et que les relations entre ces attitudes varient d'un pays à l'autre. On examinera ensuite les relations entre ces attitudes spécifiques par domaine politique et le clivage gauche-droite. On montrera que ces attitudes spécifiques peuvent jouer des rôles bien distincts dans la construction du clivage gauche-droite et que dans certains pays, une seule attitude peut s'avérer dominante pour construire ce clivage. Enfin, nous examinerons les relations complexes entre ces attitudes spécifiques, le clivage gauche-droite et le niveau de diplôme des enquêtés. On montrera ainsi que les attitudes les plus déterminantes pour le clivage gauche-droite ne sont pas nécessairement celles qui font l'objet du clivage social le plus important selon le niveau de diplôme.

I. THÉORIE ET HYPOTHÈSE

I.1. BI-DIMENSIONNALITÉ DES ATTITUDES POLITIQUES?

La description bi-dimensionnelle des attitudes politiques paraît au premier abord bien établie dans la littérature. Les deux sous-dimensions généralement distinguées sont néanmoins assez variables d'une recherche à l'autre. La première dimension est en général qualifiée d'économique, la seconde de culturelle (Tiberj, 2012). C'est sans doute la signification de cette seconde sous-dimension qui varie le plus fréquemment. Elle décrit le plus souvent le positionnement sur des questions morales et est généralement résumée à une opposition entre libertarien ou libéral et personnalité autoritaire ou traditionaliste (Evans et al., 1996 ; Bornschier, 2010). Ce libéralisme culturel peut néanmoins être mesuré de nombreuses façons, le plus souvent à partir de position-

nement sur des questions comme l'acceptation de l'homosexualité ou de l'avortement, mais aussi par exemple sur la sécurité physique et l'ordre (Inglehart et Klingemann, 1976). Cette deuxième dimension est également souvent associée aux attitudes à l'égard de l'immigration, ce qui peut pourtant sembler un phénomène très différent. Certains auteurs ont en effet montré que les attitudes à l'égard de l'immigration étaient bien une dimension spécifique et indépendante (Kriesi et al., 2008 ; voir aussi Alexandre et al., 2021) qui distingue bien le libéralisme culturel de l'attitude à l'égard de l'immigration.

Une autre source importante de variabilité dans la caractérisation de ces attitudes politiques est le traitement de la thématique environnementale. Ronald Inglehart l'associait à des valeurs particulières, les valeurs postmatérialistes, qui sont souvent intégrées au libéralisme culturel. Martin Dolezal (2010) montre par exemple que le soutien aux partis écologistes est associé à des attitudes pro-environnementales, libertariennes et pro-immigration.

Ces différentes distinctions montrent qu'il existe plusieurs approches pour rendre compte des opinions. Une première approche consiste à caractériser des domaines politiques (économie, immigration, etc.) pour identifier ensuite les attitudes spécifiques à chacun de ces domaines ainsi que les corrélations entre ces attitudes spécifiques. Une seconde approche consiste à caractériser des attitudes plus générales et plus abstraites dont les attitudes spécifiques à l'égard de différents domaines politiques ne seraient que la conséquence. Le positionnement à gauche ou droite est en théorie l'attitude la plus générale possible, puisqu'elle explique l'ensemble des attitudes spécifiques à différents domaines par une échelle unidimensionnelle. L'échelle gauche-droite est néanmoins elle-même le plus souvent transformées en deux sous échelles. Par exemple, John T. Jost et al. (2009) décrivent le clivage gauche-droite à partir de deux sous-dimensions : le positionnement sur l'égalité d'une part, celui sur le changement social d'autre part. Ces deux sous-dimensions ne correspondent ainsi pas à des domaines particuliers de la vie politique, comme l'économie ou l'immigration, mais à des attitudes plus générales qui doivent expliquer les attitudes spécifiques à l'égard de ces domaines.

Il faut donc bien distinguer les domaines politiques, comme l'économie ou la culture, des attitudes, comme le fait d'être en faveur de plus d'égalité ou de liberté. Contrairement aux attitudes, la classification des domaines politiques peut se faire de manière *a priori* et analytique. On peut en effet juger, par exemple, que des questions sur la privatisation des entreprises et le caractère équitable des impôts appartiennent à un même domaine, l'économie, sans préjuger de savoir si les opinions sur ces questions sont elles-mêmes liées par une attitude commune. Au contraire, caractériser des attitudes politiques, comme l'égalitarisme ou le fait d'être en faveur du changement social, nécessite d'examiner les réponses des citoyens et leurs corrélations, notamment pour vérifier si ces corrélations sont suffisamment élevées pour faire de ces réponses la manifestation d'une même attitude.

Nous proposons alors une approche en deux étapes : la première, plus analytique, doit distinguer un ensemble de grands domaines et sous-domaines politiques, la seconde, plus empirique, doit identifier les attitudes politiques qui leur sont associées. C'est ainsi que l'on peut rechercher si ces attitudes sont générales ou spécifiques, c'est-à-dire si un petit nombre d'attitudes peuvent expliquer les prises de positions sur des questions relevant de différents domaines politiques ou s'il faut distinguer des attitudes spécifiques à chaque domaine.

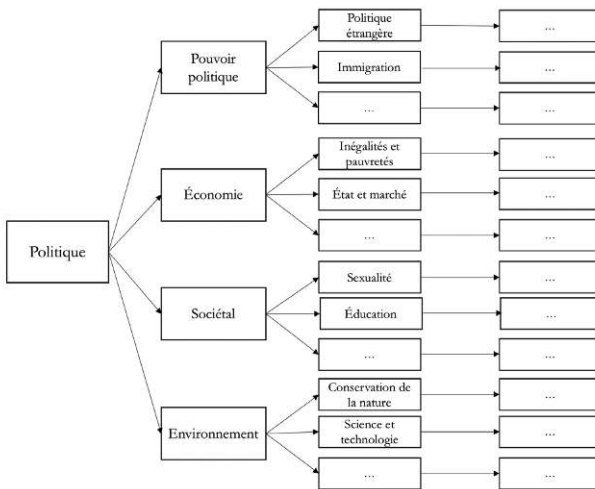
1.2. UNE CLASSIFICATION EN QUATRE DOMAINES

Il n'existe sans doute pas une manière unique de caractériser la diversité des opinions politiques. Nous n'avons mentionné que des distinctions entre 2 ou 3 domaines, mais, par exemple, dans son article sur les valeurs des Européens, Magni-Berton (2013) distingue 11 conflits de valeurs associés au clivage gauche-droite. On peut en effet, selon le questionnement, faire varier la focale et caractériser des domaines de manière plus ou moins spécifique. Pour refléter cette plus ou moins grande généralité, on propose de décrire les domaines politiques comme une structure hiérarchique en arbre. On peut ainsi identifier plusieurs grands domaines politiques et des sous-domaines à l'intérieur de ces domaines. Par exemple, les questions économiques peuvent être distinguées en questions sur les inégalités et questions sur l'intervention de l'État. Le domaine environne-

mental peut être décomposé en questions portant sur la protection des animaux et plus généralement de la nature, et en questions portant sur la science et la technologie (comme les opinions à l'égard du nucléaire ou des OGM).

À partir de l'analyse de la littérature que nous avons conduite avec Théophile Bagur et Hugo Touzet (Jayet et al., 2020), nous proposons en figure 1 un schéma de classification partant de quatre grands domaines politiques. Nous avons également listé un ensemble de sous-domaines, qui ont surtout valeurs d'exemples parmi de nombreuses autres possibilités. Il ne s'agit ainsi pas de proposer une classification exhaustive, mais plutôt un schéma d'analyse comme encastrement successif de domaines. On suppose que chacun de ces domaines et sous domaines peuvent faire l'objet d'attitudes spécifiques.

Figure 1. Classification des domaines et sous-domaines politiques



Note : classification simplifiée des domaines et sous-domaines politiques. Les boîtes contenant «...» signifient que l'on pourrait ajouter de nombreux sous-domaines. Pour une présentation d'attitudes spécifiques à chacun de ces domaines et sous-domaines, voir Jayet et al., 2020.

Nous proposons d'abord de sortir de la distinction la plus courante entre attitudes économiques et culturelles en divisant cette dernière catégorie en deux domaines bien distincts, s'ajoutant au domaine « Économie ». Comme nous l'avons vu, la distinction entre économique et culturel a le défaut de renvoyer tout ce qui n'est pas économique au culturel, mélangeant ainsi des questions aussi différentes que la tolérance à l'égard de l'homosexualité et l'acceptation de l'immigration. On propose d'utiliser une catégorie « Pouvoir politique » qui renvoie principalement aux questions sur l'État, son fonctionnement et ses prérogatives. Nous proposons de considérer l'immigration comme un sous-domaine de ce domaine politique. Les questions d'immigration renvoient en effet au pouvoir politique, à la fermeture ou non des frontières notamment, mais surtout à une caractéristique fondamentale de l'État moderne : la définition de la nation et donc des citoyens qui en relèvent. Ce domaine « Pouvoir politique » pourrait comprendre beaucoup d'autres sous-domaines comme le rapport au nationalisme ou à la démocratie. Le troisième domaine que nous proposons, issue de notre division de la catégorie culturelle en deux domaines distincts, est celui de « Sociétal » pour désigner les questions relevant des comportements individuels dans la sphère privée. On peut alors distinguer des domaines comme la sexualité, la famille ou encore l'éducation (à propos de ses aspects plus ou moins autoritaires). Enfin, le dernier domaine est le domaine « Environnement » qui a pris ces dernières années une importance considérable dans les débats politiques. Comme souligné plus haut, on peut par exemple distinguer des sous-domaines comme celui de la préservation de la nature et des espèces animales et celui des rapports à la science et à la technologie.

Ces différents domaines ou sous-domaines peuvent faire l'objet d'attitudes politiques plus ou moins spécifiques. Par exemple, on peut supposer qu'une échelle de libéralisme moral peut expliquer les positions dans les différents sous-domaines sociétaux. De même, une échelle de préoccupation environnementale peut expliquer aussi bien les prises de positions sur la science et la technologie que sur la conservation des espèces, ce qui n'empêche pas ces questions d'être analytiquement en partie distinctes.

On cherchera donc d'abord à valider l'intérêt de la distinction de ces quatre grands domaines, notamment en montrant qu'il existe des attitudes politiques spécifiques par domaine et sous-domaine. Pour cela, on sélectionnera un certain nombre de questions dans l'enquête EVS relevant de différents domaines et sous-domaines. Nous pourrions ensuite tester au moyen d'analyses factorielles s'il est ou non possible d'identifier dans chacun de ces domaines des attitudes spécifiques. Cela signifie que ce sont les réponses aux questions relevant d'un même domaine qui devraient être les mieux corrélées entre elles. Une approche qui partirait au contraire d'attitudes générales serait plus pertinente si les corrélations entre les réponses à différentes questions s'avéraient faiblement dépendantes du domaine des questions.

1.3. CLIVAGE GAUCHE-DROITE ET CLIVAGES SOCIAUX

Comme nous l'avons souligné plus haut, le clivage gauche-droite peut être décrit comme un outil cognitif simplifiant la description de clivages politiques complexes. Différents travaux ont néanmoins montré la variabilité de la signification de ce clivage, temporelle comme géographique, et du poids relatif des questions économiques et culturelles dans sa construction (de Vries et al., 2013 ; Tiberj, 2012 ; Stimson et al., 2012). Nous proposons de mettre en évidence l'intérêt de notre classification en identifiant les contributions de différentes attitudes spécifiques à la construction de ce clivage gauche-droite et les variations internationales de ces contributions.

Le clivage gauche-droite est en outre souvent également présenté comme un clivage social opposant les plus favorisés (à droite) aux milieux plus populaires (à gauche). Néanmoins, cette description vaut surtout pour les attitudes à l'égard des questions économiques. En revanche, pour les questions souvent qualifiées de culturelles, ou que nous avons qualifiées de sociétales, les attitudes plus conservatrices plus souvent associées à la droite sont aussi plus fréquentes dans les milieux plus populaires. Si ce thème est assez ancien, on le retrouve dans de nombreux travaux récents qui s'intéressent aux relations entre progressisme économique et conservatisme social (Treier et Hillygus, 2009). Un constat similaire est souvent fait à propos de l'intérêt pour l'environne-

ment, régulièrement présenté comme une position plus à gauche et en même temps plus fréquente dans les populations les plus favorisées.

La relation entre positionnement sur l'échelle gauche-droite et position sociale dépend donc des attitudes politiques utilisées pour caractériser la gauche et la droite. Mieux identifier la multidimensionnalité des attitudes politiques et décrire les clivages sociaux spécifiques à chacune de leur dimensions doit ainsi nous permettre de mieux comprendre les relations complexes entre stratification sociale et positionnement politique.

2. DONNÉES

Nous utiliserons l'enquête EVS de 2017 sur les pays de l'Union européenne, soit 21 pays. Pour l'analyse factorielle exploratoire de la première partie qui portera sur l'ensemble des pays européens sans distinction par pays, nous avons utilisé une variable de pondération qui permet de caler l'effectif de chaque pays sur l'effectif moyen afin d'éviter que les pays les plus grands aient un poids plus important.

Nous avons d'abord choisi d'utiliser 24 variables afin de couvrir un large spectre d'attitudes et de manière à rendre compte des quatre domaines politiques distingués plus haut. Selon le domaine, il n'est néanmoins pas toujours possible d'avoir un nombre important de variables ou de couvrir des sous-domaines. Le tableau 1 présente ces variables et les regroupe dans les quatre grands domaines politiques. Pour les questions sociétales, nous avons choisi d'utiliser toutes les questions qui pouvaient s'y rapporter dans la grosse batterie de questions portant sur le caractère plus ou moins justifié de certains comportements. Nous avons également inclus deux autres questions sur l'homosexualité afin d'éviter un trop grand effet batterie. Pour le pouvoir politique, l'environnement et l'économie, nous avons choisi à chaque fois d'utiliser une même batterie, mais dont les formats des questions sont moins standardisées que dans le cas des questions sociétales. Les questions du domaine « pouvoir politique » portent toutes sur l'immigration et mesurent donc une attitude spécifique à l'égard d'un sous-domaine.

Tableau 1. Mesures d'attitudes politiques

DOMAINE	LIBELLÉ	ÉCHELLE
Économique	Les individus devraient avoir davantage la responsabilité de subvenir à leurs propres besoins / L'État devrait avoir davantage la responsabilité d'assurer à chacun ses besoins	1-10
	Les chômeurs devraient être obligés d'accepter tout emploi disponible ou bien perdre leur indemnité de chômage / Les chômeurs devraient avoir le droit de refuser un emploi qui ne leur convient pas	1-10
	La propriété privée des entreprises et des industries devrait être développée / La nationalisation des entreprises et des industries devrait être développée.	1-10
	Les revenus devraient être plus égalitaires / Il faudrait encourager davantage les efforts individuels	1-10
	La concurrence n'est pas dangereuse / La concurrence est dangereuse.	1-10
Sociétal	L'homosexualité n'est jamais justifiée / est toujours justifiée	1-10
	L'avortement n'est jamais justifié / est toujours justifié	1-10
	L'insémination artificielle ou la fécondation in-vitro n'est jamais justifiée / est toujours justifiée	1-10
	Le divorce n'est jamais justifié / est toujours justifié	1-10
	L'euthanasie n'est jamais justifiée / est toujours justifiée	1-10
	Le suicide n'est jamais justifié / est toujours justifié	1-10
	Avoir des relations sexuelles avec des personnes de rencontre n'est jamais justifié / est toujours justifié	1-10
	La prostitution n'est jamais justifiée / est toujours justifiée	1-10
	Je ne souhaite pas avoir des homosexuels comme voisins	0-1
	Les couples homosexuels sont d'aussi bons parents que les autres couples	1-5
Pouvoir politique Sous-domaine: Immigration	Les immigrés prennent les emplois des Français / Les immigrés ne prennent pas les emplois des Français	1-10
	Les immigrés accentuent les problèmes de criminalité / Les immigrés n'accroissent pas les problèmes de criminalité	1-10
	Les immigrés sont une charge pour la sécurité sociale d'un pays / Les immigrés ne sont pas une charge pour la sécurité sociale d'un pays	1-10
	Il vaut mieux que les immigrés conservent leurs propres coutumes et traditions / Il vaut mieux que les immigrés ne conservent pas leurs propres coutumes et traditions	1-10
Environnement	Il y a plus important à faire dans la vie que de protéger l'environnement	1-5
	Beaucoup des affirmations sur les menaces environnementales sont exagérées	1-5
	Ça ne sert à rien de faire ce que je peux pour l'environnement si les autres ne font pas la même chose	1-5
	Je donnerais une partie de mes revenus si j'étais sûr que l'argent soit utilisé pour éviter la pollution de l'environnement	1-5
	C'est juste trop difficile pour les gens comme moi de vraiment agir pour l'environnement	1-5

Tableau 2. Variables sociodémographiques et socioéconomiques

VARIABLE	MODALITÉ
Sexe	Femme, Homme.
Niveau de diplôme	Faible, Moyen et Haut. <i>Utilisation du codage par défaut réalisé par les diffuseurs de l'enquête.</i>
Âge	15-24 ans, 25-34 ans, 35-44 ans, 45-54 ans, 55-64 ans, 65 ans et plus.

3. RÉSULTAT

3.1. UN ESPACE POLITIQUE QUADRI-DIMENSIONNEL

Nous allons commencer par examiner si les variables appartenant à un même domaine politique mesurent bien une même attitude. On utilise d'abord une analyse factorielle exploratoire en testant plusieurs solutions allant de 1 à 8 facteurs. Il s'agit ainsi de rechercher combien il faut distinguer de variables latentes et donc d'attitudes pour expliquer les corrélations entre nos 24 variables.

Le tableau 3 présente trois statistiques d'ajustement pour chacune des solutions : Chi-deux, BIC et RMSEA. Du point de vue du Chi-deux et du critère d'information bayésienne (BIC), l'ajout d'un facteur entraîne toujours une amélioration substantielle du modèle. La statistique du Chi-deux diminue systématiquement de manière importante et la baisse continue du critère d'information bayésienne montre que, du point de vue de la parcimonie, la plus grande complexité des modèles est toujours justifiée par ce meilleur ajustement. En revanche, l'indice RMSEA ne diminue plus à partir de 6 facteurs. Cet indice, qui mesure l'écart entre la matrice de corrélations observée et celle prédite par le modèle, est généralement considéré comme devant au moins être inférieur à 0.08 et devoir descendre plutôt en-dessous de 0.06. Il faut au moins trois facteurs pour descendre en dessous de 0.08 et pas moins de 5 pour atteindre le second seuil.

Tableau 3. Analyses factorielles exploratoires, indices d'ajustement

Indice	NOMBRE DE FACTEURS							
	1	2	3	4	5	6	7	8
Chi-deux	64840	39625	21224	15008	8492	3577	2710	1872
RMSEA	0.1	0.09	0.07	0.06	0.05	0.03	0.03	0.03
BIC	62302	37319	19139	13135	6820	2096	1411	744

Ces premiers résultats montrent l'importance de ne pas réduire les attitudes politiques à un espace bi-dimensionnel qui opposerait simplement un libéralisme économique à un libéralisme culturel. En considérant ainsi un nombre important de questions, il apparaît nécessaire de caractériser un plus grand nombre d'attitudes politiques pour rendre compte des corrélations entre les réponses.

Le tableau 4 présente les contributions des différentes variables aux différents facteurs dans le cas de la solution à quatre facteurs, afin de vérifier si ces facteurs correspondent à nos différents domaines politiques. C'est bien ce que nous observons : dans cette solution, pour chacun des facteurs les variables ayant les plus fortes contributions appartiennent toujours à un même domaine. On peut alors considérer que chaque facteur mesure bien une attitude spécifique au domaine en question. Le premier facteur est ainsi constitué par les questions relevant du domaine sociétal et permet de mesurer un libéralisme moral. Les réponses ayant les plus fortes contributions sont ainsi le fait de trouver justifiés l'avortement (0.78), le divorce (0.77) ou l'euthanasie (0.68). Par comparaison, les questions portant par exemple sur l'immigration ont des contributions beaucoup plus faibles, au maximum 0.22 pour la question sur l'immigration et l'emploi. La question ayant la contribution la plus faible parmi celle du domaine sociétal a une contribution de 0.37 (le fait de refuser d'avoir des homosexuels pour voisins). Les autres questions portant sur l'homosexualité ont des contributions plus élevées en valeur absolue (-0.53 pour celle selon laquelle les homosexuels seraient de mauvais parents et 0.75 pour celle selon laquelle l'homosexualité serait justifiée).

Tableau 4. Contributions des variables aux facteurs (solution à 4 facteurs)

	1	2	3	4
Avortement (justifié)	0.78	0.03	0.10	-0.04
Divorce (justifié)	0.77	0.03	0.14	-0.05
Euthanasie (justifiée)	0.68	-0.02	0.06	-0.02
Insémination artificielle (justifiée)	0.54	0.02	0.12	-0.11
Homosexuels mauvais parents	-0.53	-0.22	-0.19	-0.02
Voisins – refus homosexuels	-0.37	-0.17	-0.17	0.02
Homosexualité (justifiée)	0.75	0.16	0.24	-0.02
Suicide (justifié)	0.56	0.03	0.04	0.10
Rel. sex. personnes de rencontre (justifiées)	0.64	0.05	0.04	0.04
Prostitution (justifiée)	0.53	-0.02	0.00	0.06
Immigration – crime	0.11	0.81	0.09	0.05
Immigration – charge sécurité sociale	0.13	0.79	0.10	0.09
Immigration – emplois français	0.22	0.57	0.19	-0.08
Immigration – conserve leur culture	0.04	-0.27	-0.04	0.00
État responsable	-0.03	0.01	-0.03	0.54
Chômeur-refus emplois	0.10	0.17	0.07	0.37
Nationalisation	-0.07	0.00	-0.02	0.41
Compétition	0.02	0.03	-0.03	0.48
Inégalité – incitation	0.00	0.04	0.02	-0.13
Environnement-importance	0.10	0.06	0.61	-0.01
Environnement – menaces exagérées	0.15	0.08	0.62	0.03
Environnement – action perso. inutile	0.10	0.07	0.69	-0.04
Environnement-revenu	-0.05	-0.18	-0.27	0.02
Environnement – agir difficile	0.14	0.07	0.55	-0.08

Le deuxième facteur est construit principalement par les attitudes à l'égard de l'immigration, ce que nous avons considéré constituer un sous-domaine des attitudes à l'égard du pouvoir politique et donc de l'État-nation. Ici, l'attitude spécifique correspond plus particulièrement à une acceptation de l'immigration, refusant d'en faire une cause de la criminalité, un problème pour l'État-providence ou encore pour l'emploi. La question sur l'acceptation que les immigrés conservent leur culture a une contribution beaucoup plus faible que les autres, elle semble ainsi correspondre à une problématique relativement distincte : le fait non pas d'accepter ou de refuser l'immigration, mais plutôt de se prononcer sur le mode d'intégration des immigrés. Là encore, les questions relevant du domaine sociétal ont des contributions assez faibles. Celles portant sur l'homosexualité sont un peu plus élevées, mais elles restent très éloignées des questions portant sur l'immigration.

Le troisième facteur est construit par les réponses aux questions sur l'environnement et principalement par celles portant sur l'utilité ou non des actions individuelles et sur l'importance de la menace climatique. Seule une réponse sur le fait de dire vouloir dépenser une part de son revenu pour l'environnement apparaît moins importante que les autres. Ce troisième facteur permet donc de mesurer une préoccupation environnementale. Enfin, le dernier facteur est construit par les attitudes à l'égard de l'économie. Là encore, une question apparaît moins liée aux autres, celle sur les inégalités, alors que c'est la question sur la responsabilité de l'État qui apparaît comme la plus importante, suivie des deux questions portant sur les nationalisations d'une part, et sur la compétition d'autre part. Ce facteur permet ainsi de mesurer les attitudes favorables à l'interventionnisme économique¹.

L'analyse factorielle qui explique les corrélations entre nos 24 variables par seulement 4 variables latentes permet donc bien d'obtenir une variable latente, et donc une attitude, par domaine. Nous avons proposé de les nommer ainsi : libéralisme moral, acceptation de l'immigration, préoccupation environnementale et

1 Voir Gonthier (2015) pour une analyse de l'évolution des attitudes à l'égard de l'interventionnisme de l'État.

interventionnisme économique. Néanmoins, les statistiques d'ajustement montrent qu'il est justifié statistiquement de construire des sous-attitudes par domaine. Nous allons examiner la solution à 6 facteurs, celle à partir de laquelle l'indice RMSEA stagne, pour comprendre à quoi correspondent ces distinctions supplémentaires.

Le tableau 5 donne les contributions des différentes variables à chacun des six facteurs. Les facteurs sont une nouvelle fois spécifiques à un seul domaine politique, c'est-à-dire que les variables les plus importantes pour les construire appartiennent toujours à un même domaine. Nous retrouvons par ailleurs trois des facteurs précédent : l'acceptation de l'immigration, la préoccupation environnementale et l'interventionnisme économique. En revanche, le domaine sociétal et donc le libéralisme moral se trouve scindé en trois facteurs (facteurs 1, 3 et 4), ce qui peut s'expliquer en partie par le plus grand nombre de questions pour ce domaine. Les trois facteurs sociétaux correspondent ainsi toujours à ce que nous appellerons une mesure d'un libéralisme moral mais dans des sous-domaines variables. Le premier facteur correspond toujours principalement au fait de trouver justifié l'avortement, le divorce, et l'euthanasie ou l'insémination artificielle. Le deuxième facteur sociétal mesure l'acceptation de l'homosexualité. Le dernier facteur sociétal mesure le fait de trouver justifiés les relations sexuelles avec des personnes de rencontre, la prostitution et le suicide. Ce résultat nous montrent donc que le libéralisme moral n'est pas une attitude unique et qu'il peut s'appliquer différemment selon le sous-domaine considéré.

Tableau 5. Contributions des variables aux facteurs (solution à 6 facteurs)

	1	2	3	4	5	6
Avortement (justifié)	0.78	0.05	0.11	0.16	0.16	-0.01
Divorce (justifié)	0.81	0.05	0.14	0.14	0.13	-0.02
Euthanasie (justifiée)	0.59	0.00	0.08	0.16	0.27	-0.01
Insémination artificielle (justifiée)	0.59	0.04	0.13	0.06	0.07	-0.09
Homosexuels mauvais parents	-0.35	-0.19	-0.16	-0.61	-0.11	-0.05
Voisins, refus homosexuels	-0.20	-0.14	-0.14	-0.47	-0.09	0.01
Homosexualité (justifiée)	0.55	0.13	0.22	0.59	0.21	0.00
Suicide (justifiée)	0.36	0.04	0.06	0.17	0.48	0.07

Rel. sex. personnes de rencontre (justifiées)	0.48	0.07	0.07	0.11	0.48	0.02
Prostitution (justifiée)	0.30	-0.01	0.03	0.07	0.66	0.01
Immigration – crime	0.08	0.83	0.09	0.03	0.05	0.06
Immigration – charge sécurité sociale	0.07	0.79	0.11	0.08	0.08	0.09
Immigration – emplois français	0.18	0.58	0.19	0.10	0.07	-0.07
Immigration – conserve leur culture	0.05	-0.26	-0.03	-0.04	0.05	-0.01
État responsable	-0.02	0.01	-0.03	-0.03	-0.02	0.55
Chômeur – refus emplois	0.09	0.18	0.08	-0.02	0.07	0.37
Nationalisation	-0.03	0.00	-0.02	-0.09	-0.03	0.42
Compétition	-0.03	0.02	-0.04	0.07	0.05	0.48
Inégalité-incitation	0.02	0.05	0.03	-0.06	0.00	-0.13
Environnement – importance	0.07	0.06	0.61	0.10	0.01	-0.01
Environnement – menaces exagérées	0.13	0.08	0.62	0.10	0.02	0.04
Environnement – action perso. inutile	0.10	0.08	0.71	-0.02	0.03	-0.04
Environnement – revenu	-0.02	-0.18	-0.26	-0.09	0.00	0.02
Environnement – agir difficile	0.10	0.07	0.56	0.04	0.07	-0.08

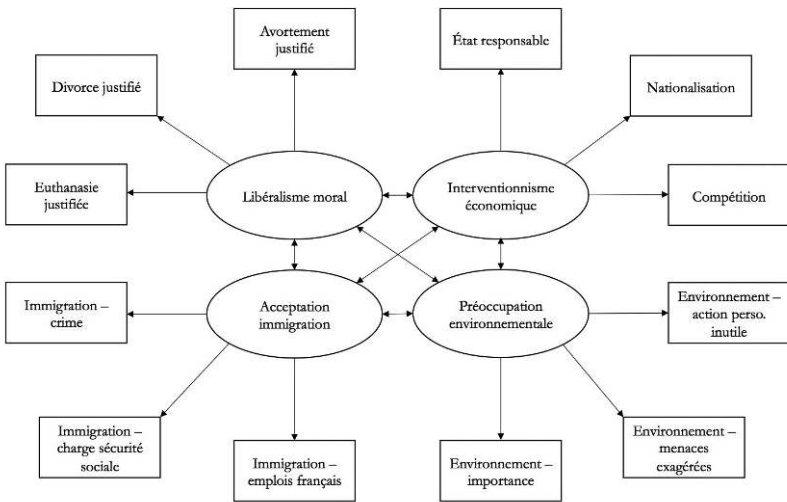
L'analyse factorielle exploratoire montre donc que nous pouvons bien distinguer des attitudes spécifiques par domaine, tout en montrant, pour le cas des questions sociétales, que l'on pourrait bien encore distinguer différentes formes de libéralisme moral. Ce serait néanmoins très certainement aussi le cas avec les autres domaines si nous introduisions des questions supplémentaires. Nous nous limiterons donc dans la suite à 4 attitudes, par souci de parcimonie : avoir une attitude par domaine pour pouvoir examiner ensuite l'intérêt et l'importance de chacun de ces domaines.

Cette première analyse a été conduite sur l'ensemble de la population sans distinction de pays. Pour tester dans chaque pays la validité de notre distinction de quatre domaines politiques se caractérisant chacun par des attitudes spécifiques, nous allons maintenant avoir recours à une analyse factorielle confirmatoire. Contrairement à l'analyse exploratoire elle permet de spécifier à priori

quelles variables observées sont associées à quels facteurs et de tester ensuite à posteriori si le modèle décrit bien les corrélations entre variables observées. Cela évite d’avoir un facteur qui soit un mélange de toutes les questions, comme c’est le cas lorsque l’on utilise des analyses exploratoires. Nous allons nous concentrer sur une seule attitude par domaine et nous nous appuyons sur les résultats de l’analyse exploratoire en ne conservant que le facteur le plus important dans le domaine sociétal. En outre, à partir des résultats de l’analyse exploratoire nous ne sélectionnons que les trois questions les plus importantes pour chacun des domaines afin d’avoir un facteur ayant le sens le mieux défini possible.

Ceci nous permet d’obtenir quatre attitudes différentes qui correspondent aux différents facteurs observés : l’interventionnisme économique, le libéralisme moral, l’acceptation de l’immigration et la préoccupation environnementale. Chacune de ces attitudes porte sur l’un des quatre domaines distingués (pouvoir politique, économie, sociétal et environnemental). En utilisant les représentations habituelles des modèles d’analyse confirmatoire, notre modèle à quatre facteurs est présenté dans la figure 2.

Figure 2. Modèle d’analyse confirmatoire général mesurant quatre attitudes politiques spécifiques



Le tableau 6 donne deux indices permettant de tester l'ajustement du modèle pour chacun des pays. Pour l'indice CFI, le seuil usuel d'acceptation le plus faible (0.90) est atteint dans tous les pays et on atteint le plus souvent un seuil d'acceptation plus strict (0.95). Ces résultats confirment les précédents : les opinions s'organisent bien par domaine politique dans chacun des pays. Il nous faut néanmoins examiner également les corrélations entre ces facteurs pour savoir si les relations entre ces facteurs sont les mêmes d'un pays à l'autre.

Tableau 6. Analyse factorielle confirmatoire sur l'ensemble des pays européens, indices d'ajustement

PAYS	CFI	RMSEA	PAYS	CFI	RMSEA
Autriche	0.96	0.05	Italie	0.97	0.05
Bulgarie	0.91	0.07	Lituanie	0.96	0.05
Croatie	0.98	0.03	Pays-Bas	0.98	0.04
Rep.Tchèque	0.96	0.05	Pologne	0.98	0.04
Danemark	0.95	0.05	Portugal	0.99	0.03
Estonie	0.97	0.03	Roumanie	0.97	0.03
Finlande	0.95	0.06	Slovaquie	0.97	0.05
France	0.96	0.05	Slovénie	0.96	0.04
Allemagne	0.94	0.05	Espagne	0.97	0.05
Royaume-Uni	0.97	0.04	Suède	0.93	0.06
Hongrie	0.96	0.05			

Le tableau 7 présente la matrice de corrélations entre ces variables latentes dans chaque pays. Si l'on examine d'abord les trois dernières colonnes, c'est-à-dire en ne tenant pas compte de l'interventionnisme économique, toutes les corrélations sont positives, à une exception près (la Lituanie, pour la corrélation entre libéralisme moral et préoccupation environnementale). Ces corrélations sont néanmoins d'amplitude assez variable et généralement de force moyenne (entre -0.11 et +0.60). Ces résultats confirment une importante homogénéité des attitudes politiques entre pays de l'Union européenne : les relations entre libéralisme moral, acceptation de l'immigration et préoccupation environnementale vont donc quasiment toujours dans le même sens d'un pays à l'autre. Les relations entre ces attitudes peuvent ainsi être nulles dans certains pays, mais elles n'ont jamais de valeurs véritablement opposées.

Tableau 7. Corrélations entre attitudes spécifiques

PAYS	INTERVENTIONNISME ÉCONOMIQUE			LIBÉRALISME MORAL		ACCEPTATION IMMIGRATION
	LIBÉRALISME MORAL	ACCEPTATION IMMIGRATION	PRÉOCCUPATION ENVIRONNEMENTALE	ACCEPTATION IMMIGRATION	PRÉOCCUPATION ENVIRONNEMENTALE	PRÉOCCUPATION ENVIRONNEMENTALE
Autriche	0.17	0.12	-0.22	0.25	0.16	0.36
Bulgarie	-0.29	-0.01	-0.67	0.08	0.16	0.07
Croatie	-0.26	-0.29	-0.55	0.26	0.32	0.30
Rep.Tchèque	-0.28	-0.18	-0.12	0.15	0.17	0.32
Danemark	0.03	0.54	0.42	0.03	0.33	0.36
Estonie	-0.38	-0.46	-0.26	0.34	0.33	0.13
Finlande	-0.12	0.15	0.25	0.35	0.46	0.60
France	0.02	0.28	0	0.29	0.41	0.53
Allemagne	0.05	0.23	0.06	0.16	0.4	0.4
Royaume-Uni	-0.03	0.28	0.08	0.22	0.51	0.41
Hongrie	-0.52	-0.44	-0.31	0.35	0.37	0.27
Italie	-0.27	0.09	-0.4	0.22	0.36	0.18
Lituanie	0.12	0.12	-0.11	0.07	-0.11	0.24
Pays-Bas	-0.08	0.15	0.12	0.08	0.27	0.53
Pologne	-0.48	-0.53	-0.51	0.32	0.28	0.52
Portugal	0.03	0.05	-0.06	0.35	0.49	0.44
Roumanie	-0.26	-0.12	-0.39	0.20	0.26	0.05
Slovaquie	-0.18	-0.31	-0.28	0.10	0.12	0.22
Slovénie	-0.2	-0.16	-0.53	0.34	0.36	0.39
Espagne	0.34	0.41	0.26	0.34	0.39	0.3
Suède	-0.02	0.45	0.15	0.23	0.41	0.3

Note: coefficients de corrélations de Pearson entre les scores des individus sur chaque variable latente. Les variables latentes sont issues d'une analyse factorielle confirmatoire appliquée séparément sur chaque pays.

Le cas de l'interventionnisme économique est un peu différent, certaines corrélations ayant des signes opposés. Ces variations s'expliquent néanmoins assez bien par une opposition Europe centrale et orientale – Europe de l'Ouest. En effet, les corrélations négatives entre l'interventionnisme économique et les autres attitudes ne concernent quasiment que des pays d'Europe centrale et orientale. Les corrélations négatives les plus fortes sont celles entre interventionnisme économique et libéralisme moral en Pologne (-0.48) et en Hongrie (-0.52). L'Italie se trouve dans un cas particulier puisque c'est le seul pays d'Europe de l'Ouest ayant une corrélation négative (-0.27) entre ces deux attitudes. Dans les pays d'Europe de l'Ouest, les corrélations entre interventionnisme économique et libéralisme moral sont le plus souvent proches de 0. La corrélation positive la plus élevée se trouve en Espagne (0.34).

On retrouve cette même opposition entre Europe centrale et orientale et Europe de l'Ouest en tenant compte des deux autres attitudes. Ainsi, l'interventionnisme économique est corrélé plutôt positivement avec l'acceptation de l'immigration dans les pays d'Europe de l'Ouest et négativement dans ceux d'Europe centrale et orientale. Par exemple, les trois corrélations positives les plus fortes sont au Danemark (0.54), en Suède (0.45) et en Espagne (0.41). Les trois corrélations négatives les plus fortes sont en Pologne (-0.53), en Estonie (-0.46) et en Hongrie (-0.44). Ce même phénomène se retrouve avec les corrélations entre préoccupation environnementale et interventionnisme économiques : les corrélations négatives sont le plus souvent dans les pays d'Europe centrale et orientale (-0.67 en Bulgarie, -0.55 et Croatie et -0.53 en Slovénie), les corrélations positives ou nulles dans les pays d'Europe de l'Ouest (les corrélations positives les plus fortes étant 0.42 au Danemark, 0.26 en Espagne et 0.25 en Finlande).

Les résultats sont donc partagés. Il existe bien une certaine homogénéité des attitudes politiques d'un pays à l'autre, mais avec des variations tout aussi considérables. Pour trois attitudes – libéralisme moral, acceptation de l'immigration et préoccupation environnementale – le sens des corrélations entre ces attitudes est quasiment toujours le même, bien que l'intensité de ces corrélations soit variable. En revanche, l'interventionnisme économique entretient des relations plus variables avec les autres attitudes, ce qui s'ex-

plique assez largement par une opposition entre Europe de l'Ouest et Europe centrale et orientale. Dans les pays d'Europe de l'Ouest, un plus fort interventionnisme économique est généralement associé, même faiblement, à un plus fort libéralisme moral, une plus grande acceptation de l'immigration et une importante préoccupation environnementale. Au contraire, dans les pays d'Europe centrale et orientale, l'interventionnisme économique varie plus souvent en fonction inverse de ces dernières attitudes.

3.2. DROITE ET GAUCHE DANS CET ESPACE

Le tableau 8 indique pour chaque pays la corrélation entre l'auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite et les quatre attitudes mesurées par l'analyse factorielle confirmatoire. Les résultats sont assez proches des précédents : ils dessinent un noyau commun sur la base duquel on peut observer certaines variations. Tout d'abord, les attitudes mesurées sont quasiment toujours corrélées négativement avec l'orientation à droite et, là encore, c'est l'interventionnisme économique qui se distingue un peu des trois autres attitudes. Sur les 21 pays, pour chaque attitude, il y a entre 4 et 6 pays qui se caractérisent par une corrélation positive avec le positionnement à droite, mais le plus souvent quasiment nulles et ne dépassant quasiment jamais 0.10. Les corrélations positives les plus élevées sont celles entre interventionnisme économique et positionnement à droite et la plus élevée est de 0.23 (en Pologne).

Tableau 8. Corrélations entre auto-positionnement à droite et attitudes spécifiques

PAYS	INTERVENTIONNISME ÉCONOMIQUE	LIBÉRALISME MORAL	ACCEPTATION IMMIGRATION	PRÉOCCUPATION ENVIRONNEMENTALE
Autriche	-0.15	-0.15	-0.40	-0.18
Bulgarie	-0.23	0.05	0.09	0.17
Croatie	0.14	-0.34	-0.14	-0.18
Rep.Tchèque	-0.34	0.05	0.11	0.06
Danemark	-0.44	-0.07	-0.31	-0.26
Estonie	-0.22	0.07	0.11	0.08
Finlande	-0.37	-0.16	-0.27	-0.29

France	-0.31	-0.20	-0.37	-0.22
Allemagne	-0.23	-0.17	-0.33	-0.24
Royaume-Uni	-0.26	-0.09	-0.24	-0.21
Hongrie	0.15	-0.14	-0.28	-0.05
Italie	-0.03	-0.17	-0.38	-0.17
Lituanie	0.02	-0.10	0.12	0.17
Pays-Bas	-0.30	-0.19	-0.43	-0.38
Pologne	0.23	-0.43	-0.27	-0.20
Portugal	-0.07	-0.07	-0.01	-0.01
Roumanie	-0.09	0.02	0.05	-0.08
Slovaquie	0.04	-0.01	-0.02	-0.06
Slovénie	0.10	-0.31	-0.24	-0.23
Espagne	-0.16	-0.36	-0.15	-0.25
Suède	-0.56	-0.06	-0.41	-0.21

Note: coefficients de corrélations de Pearson entre les scores des individus sur chaque variable latente et l'auto-positionnement à droite (échelle de 1 à 10). Les variables latentes sont issues d'une analyse factorielle confirmatoire appliquée séparément sur chaque pays. Les corrélations positives sont surlignées en gris. Les corrélations les plus fortes dans une colonne sont en gras.

Les corrélations négatives entre interventionnisme économique et positionnement à droite sont souvent à des niveaux plus élevés (au-delà de 0.25), mais qui restent moyens et atteignent au maximum -0.56 (en Suède). Ces corrélations négatives les plus fortes sont dans les pays du Nord (Suède, Danemark et Finlande) tandis que toutes les corrélations faiblement positives sont dans les pays d'Europe centrale et orientale. L'interventionnisme économique apparaît ainsi comme plus attaché à la gauche dans les pays d'Europe de l'Ouest et en particulier en Europe du Nord. Dans les Pays d'Europe centrale et orientale ce lien paraît beaucoup plus faible et plus variable. L'interventionnisme économique est ainsi corrélé positivement avec le positionnement à droite en Hongrie (+0.15) et en Pologne (+0.23), mais négativement en République Tchèque (-0.34) et en Bulgarie (-0.23).

Concernant le libéralisme moral, les corrélations positives avec le positionnement à droite sont toujours très proches de 0, la corrélation positive la plus forte étant de +0.07 en Estonie. C'est surtout la Pologne qui se caractérise par une corrélation négative plus forte (-0.43), suivie de l'Espagne (-0.36) et de la Croatie (-0.34). On observe donc moins ici une opposition entre Europe centrale et orientale et Europe de l'Ouest, même si l'on peut remarquer que toutes les corrélations positives sont à l'Est (tout en étant néanmoins quasiment nulles).

C'est aussi dans les pays d'Europe centrale et orientale que l'on peut retrouver des corrélations quasiment nulles ou faiblement positives entre l'acceptation de l'immigration et le positionnement à droite, quand toutes les corrélations sont négatives à l'Ouest. Les corrélations les plus importantes se trouvent dans les pays de l'Ouest : en Suède (-0.41), aux Pays-Bas (-0.43) et en Autriche (-0.40). Enfin, la préoccupation environnementale s'avère là encore quasiment toujours corrélée négativement avec le positionnement à droite, mais avec des corrélations plus faibles. La corrélation la plus forte est ainsi de -0.38 aux Pays-Bas, mais ensuite de -0.29 en Finlande et -0.26 au Danemark.

Ces différents résultats montrent une relative cohérence des relations entre d'une part nos quatre attitudes politiques et d'autre part l'auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite. Globalement, les quatre attitudes sont le plus souvent corrélées négativement avec l'auto-positionnement à droite. On observe des variations non négligeables d'un pays à un autre et qui portent principalement sur l'ampleur de cette corrélation et avec quelques cas de changement de sens de la corrélation.

3.3. DES ATTITUDES DOMINANTES ?

Nous allons maintenant approfondir les résultats précédents en examinant si chacune de ces attitudes joue un rôle distinct dans le positionnement sur le clivage gauche-droite. Il s'agira ainsi de chercher s'il existe ce que l'on appellera des attitudes dominantes, c'est-à-dire des attitudes pour lesquelles une fois que l'on en tient compte pour prédire le positionnement à droite, considérer les autres devient très secondaire ou presque inutile.

Nous estimons cinq modèles de régression pour chaque pays. Les quatre premiers modèles contiennent une seule des quatre attitudes comme variable explicative du positionnement à droite. Tous les modèles comprennent également des variables mesurant le sexe, l'âge et le niveau de diplôme. Nous estimons ensuite dans chaque pays un cinquième modèle comprenant les quatre attitudes comme variables explicatives. Toutes les variables d'attitudes (expliquée et explicatives) ont été standardisées afin de pouvoir comparer leurs coefficients. Nous pouvons examiner ainsi comment le coefficient associé à une attitude se modifie une fois toutes les autres prises en compte.

Le tableau 9 présente les coefficients de régression associés à chacune des quatre attitudes. Dans la plupart des pays, les attitudes continuent d'avoir un coefficient statistiquement significatif une fois qu'elles sont toutes introduites dans le même modèle. Cela signifie que l'on peut, le plus souvent, en partie séparer les effets de chacune des attitudes sur le positionnement à droite. Dans certains pays néanmoins, on observe bien une attitude politique fortement dominante. Nous désignons par là le fait que sa corrélation avec le positionnement à droite soit la plus forte, mais aussi le fait que cette corrélation suffise à expliquer la corrélation entre les autres attitudes et le positionnement à droite. Dans ce dernier cas, cela signifie que dans le dernier modèle comprenant toutes les attitudes, l'attitude dominante est la seule à encore exercer un effet statistiquement significatif ou que son introduction a très fortement réduit le coefficient des autres variables, sans que son propre coefficient n'ait été lui-même fortement réduit (par rapport à la situation dans laquelle elle était la seule variable explicative).

Tableau 9. Attitudes spécifiques et positionnement à droite (Modèles de régression)

PAYS	M1				M5			
	Interventionnisme économique	Libéralisme moral	Acceptation immigration	Préoccupation environnementale	Interventionnisme économique	Libéralisme moral	Acceptation immigration	Préoccupation environnementale
Autriche	-0,25***	-0,24***	-0,75***	-0,32***	-0,21***	-0,07	-0,67***	-0,13***
Bulgarie	-0,59***	0,00	0,27**	0,43***	-0,62***	-0,21+	0,29**	0,03
Croatie	0,34***	-0,92***	-0,40***	-0,45***	0,03	-0,83***	-0,16+	-0,16
Rep.Tchèque	-0,75***	0,06	0,13+	0,08	-0,79***	-0,15*	0,02	0,01
Danemark	-0,96***	-0,12**	-0,63***	-0,55***	-0,81***	-0,06	-0,17***	-0,13**
Estonie	-0,40***	0,10	0,20*	0,14+	-0,39***	-0,07	0,05	0,07
Finlande	-0,86***	-0,35***	-0,59***	-0,65***	-0,79***	-0,23**	-0,30***	-0,14
France	-0,66***	-0,40***	-0,79***	-0,47***	-0,49***	-0,24**	-0,55***	-0,10
Allemagne	-0,39***	-0,24***	-0,54***	-0,38***	-0,29***	-0,10**	-0,40***	-0,17
Royaume Uni	-0,50***	-0,17***	-0,42***	-0,41***	-0,43***	-0,02	-0,17**	-0,30***
Hongrie	0,35***	-0,32***	-0,72***	-0,09	0,06	-0,12	-0,68***	0,10
Italie	-0,13*	-0,41**	0,89***	0,36***	-0,21**	-0,25**	-0,79***	-0,28**
Lituanie	0,07	-0,22**	0,23**	0,32***	0,10	-0,21**	0,16*	0,27***
Pays-Bas	-0,64***	-0,38***	-0,93***	-0,80***	-0,50***	-0,31***	-0,66***	-0,32***
Pologne	0,44***	-0,88***	-0,55***	-0,32***	-0,10	-0,82***	-0,35***	-0,03
Portugal	-0,11	-0,22**	-0,06	-0,06	-0,11	-0,23*	-0,01	0,04
Roumanie	-0,31**	0,05	0,14	-0,21*	-0,45***	0,01	-0,01	-0,39***
Slovaquie	0,13*	-0,09	-0,07	-0,18**	0,08	-0,07	-0,01	-0,15
Slovenie	0,14+	-0,59***	-0,43***	-0,42***	-0,08	-0,47***	-0,22**	-0,24**
Espagne	-0,33***	-0,79***	-0,27**	-0,50***	-0,07	-0,67***	0,00	-0,27**
Suède	-1,18***	-0,07	-0,82***	-0,39***	-1,00***	0,03	-0,37***	-0,18***

Note: coefficients de régression obtenus dans cinq modèles de régression linéaire ayant l'auto-positionnement à droite comme variable expliquée. Tous les modèles comprennent le niveau de diplôme, le sexe et l'âge comme variables explicatives. Les modèles 1 à 4 comprennent en outre la variable explicative indiquée dans le titre de la colonne. Les quatre dernières colonnes correspondent à un seul modèle comprenant les quatre attitudes comme variables explicatives. Toutes les variables d'attitudes ont été standardisées (mesurée comme distance en écart-type à la moyenne). Le coefficient surligné en gris est le plus important dans le modèle 5 et au sein d'un pays. * $p < 0,5$, ** $p < 0,1$, *** $p < 0,01$

Les cas de la Hongrie et de la Pologne illustrent assez bien cette présence d'une attitude dominante : l'acceptation de l'immigration dans le premier cas, le libéralisme moral dans le second. Ainsi, en Hongrie, les résultats sur les trois premiers modèles montrent une relation statistiquement significative entre les trois premières attitudes et le positionnement à droite. Seul le coefficient associé à la préoccupation environnementale n'est pas statistiquement significatif. Néanmoins, lorsque nous introduisons les quatre variables dans un même modèle, alors les coefficients associés à l'interventionnisme économique et au libéralisme moral deviennent quasiment nuls et ne sont plus statistiquement significatifs. En revanche, le coefficient de la variable mesurant l'acceptation de l'immigration diminue très peu et reste statistiquement très significatif. En Hongrie, la connaissance de l'attitude d'un individu à l'égard de l'immigration suffit donc quasiment à prédire son auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite et une fois cette attitude connue, connaître ses autres attitudes a peu d'importance.

En Pologne, on observe un résultat quasiment équivalent mais qui montre cette fois la domination des questions sociétales. Dans le modèle 5, le coefficient associé au libéralisme moral diminue très faiblement par rapport au modèle 2 ne comprenant que cette attitude. En revanche, les coefficients associés à l'interventionnisme économique et la préoccupation environnementale sont fortement réduits et ne sont plus statistiquement significatifs. Seul le coefficient associé à l'acceptation de l'immigration reste statistiquement significatif et il est réduit de manière assez substantielle, passant de -0.55 (Modèle 3) à -0.35 (Modèle 5) quand le coefficient du libéralisme moral passe de -0.88 (Modèle 2) à -0.82 (Modèle 5). Le libéralisme moral apparaît ainsi bien comme la variable dominante pour prédire l'auto-positionnement à droite, alors que l'interventionnisme économique et la préoccupation environnementale apparaissent plus secondaires ou tout au moins n'exerçant pas d'effet distinct de celui du libéralisme moral. L'acceptation de l'immigration exerce bien un effet distinct, mais qui reste plus faible que celui du libéralisme moral.

On ne retrouve pas souvent une telle domination d'une seule attitude, mais généralement une ou deux attitudes se révèlent plus importantes que les autres. Par exemple, en France, lorsque toutes les attitudes sont introduites dans un même modèle, chacune, à l'exception de la préoccupation environnementale, continue d'exercer un effet propre. Les coefficients sont bien sûr réduits dans le modèle 5, mais pas de manière aussi importante que dans le cas de la Pologne et de la Hongrie. De plus, le coefficient associé à l'acceptation de l'immigration (-0.55) n'est pas très éloigné de celui de l'interventionnisme économique (-0.49). Ces deux attitudes apparaissent ainsi comme les plus importantes en France. Le coefficient associé au libéralisme moral subit une transformation plus importante, puisqu'il est presque divisé par deux en passant du modèle 2 au modèle 5, mais il reste substantiel et statistiquement significatif.

En Suède, le résultat est encore assez différent. L'interventionnisme économique apparaît comme plutôt dominant. Dans le modèle 5 qui comprend toutes les attitudes, son coefficient est le plus important (-1), et d'un ordre de grandeur très différent du deuxième coefficient le plus important (-0.37) qui est associé à l'acceptation de l'immigration. En outre, ce dernier coefficient a beaucoup diminué dans le cinquième modèle (passant de -0.82 dans le modèle 3 à -0.37 dans le modèle 5 quand le coefficient pour l'interventionnisme économique passe de -1.18 à -1). Contrairement à la France, la préoccupation environnementale exerce un effet propre et statistiquement significatif une fois les autres attitudes prises en comptes. Au contraire, le libéralisme moral n'exerce plus d'effet une fois tenu compte des autres attitudes (encore une fois, contrairement à ce que l'on observe en France).

Ces quatre pays (Hongrie, Pologne, France et Suède) montrent que le clivage gauche-droite est construit par les quatre attitudes, mais chaque attitude peut, selon le pays, avoir une importance assez variable. Dans un cas comme la Pologne, le libéralisme moral s'avère une attitude dominante, quand au contraire en Suède, elle n'a plus d'importance une fois tenu compte des autres attitudes. Si l'on essaie de généraliser les résultats, ils se révèlent assez partagés. Dans le modèle 5, le coefficient surligné en gris est le coefficient le plus important au sein d'un pays : c'est le coefficient associé à l'interventionnisme économique dans 8 pays, celui associé à l'acceptation de l'immigration dans 6 pays, celui associé au

libéralisme moral dans 5 pays et enfin celui associé à la préoccupation environnementale dans seulement 2 pays. L'interventionnisme économique est l'attitude la plus importante dans des pays assez variables, par exemple, la Bulgarie, la République Tchèque, mais aussi la Suède et le Royaume-Uni. Dans les pays nordiques, Suède, Finlande et Danemark, l'interventionnisme économique apparaît chaque fois comme l'attitude la plus importante et souvent assez dominante.

L'acceptation de l'immigration est également l'une des problématiques les plus importantes pour prédire le positionnement à droite. C'est néanmoins un peu plus souvent le cas dans les pays d'Europe de l'Ouest que dans ceux d'Europe centrale et orientale. Elle est ainsi la variable la plus importante et la plus distincte uniquement dans les pays de l'Ouest à l'exception de la Hongrie, pays dans lequel elle est très dominante. Une fois toutes les attitudes prises en compte, c'est ainsi l'attitude la plus fortement corrélée au positionnement à droite en Italie, en France, en Allemagne ou encore en Autriche.

Enfin, c'est surtout la préoccupation environnementale qui s'avère rarement une attitude dominante et dont la relation avec le positionnement à droite semble moins souvent distincte. Ainsi, dans le modèle comprenant les quatre attitudes, elle n'exerce souvent pas d'effet propre statistiquement significatif et son coefficient est souvent fortement réduit par rapport au modèle 4 qui comprend uniquement cette attitude.

Les quatre attitudes politiques que nous avons distinguées participent ainsi bien toutes de la construction du clivage gauche-droite, mais de façon variable d'un pays à l'autre. Ces résultats illustrent bien l'intérêt de la thèse de l'empaquetage de De Vries et al. (2013) : le clivage gauche-droite n'a pas une signification unique, mais est associé à un certain nombre d'attitudes dont l'importance varie selon les pays et ainsi selon les espaces politiques et médiatiques. Nous avons en outre montré que dans certains pays, une attitude politique pouvait être particulièrement dominante et jouer un rôle quasiment unique dans le positionnement à droite ou à gauche. On peut alors se demander si l'importance de cette attitude politique dans le clivage gauche-droite est elle-même une conséquence du fait qu'elle oppose des groupes sociaux différents, les clivages sociaux étant une source importante du clivage gauche-droite.

3.4. CLIVAGE POLITIQUE ET CLIVAGE SOCIAL

Pour étudier les clivages sociaux qui sous-tendent nos quatre attitudes, nous avons estimé quatre modèles de régression identifiant chaque fois l'effet du sexe, du niveau de diplôme et de l'âge sur l'attitude politique. Le tableau 10 présente pour chaque pays le coefficient associé au niveau de diplôme le plus élevé comparé au niveau de diplôme le plus faible.

Les résultats présentent une nouvelle fois la même structure : ils sont toujours dans le même sens, mais l'intensité de la relation varie de manière substantielle d'un pays à l'autre. Ainsi, à deux exceptions près, l'effet du diplôme est quasiment toujours négatif sur l'interventionnisme économique, quand il est quasiment toujours positif sur les trois autres attitudes.

Tableau 10. Niveau de diplôme et attitudes spécifiques

PAYS	INTERVENTIONNISME ÉCONOMIQUE	LIBÉRALISME MORAL	ACCEPTATION IMMIGRATION	PRÉOCCUPATION ENVIRONNEMENTALE
Autriche	-0.03	0.58***	0.55***	0.51
Bulgarie	-0.41***	0.30***	-0.16	0.54
Croatie	-0.68***	0.73***	0.31***	0.59
Rep.Tchèque	-0.40***	0.29***	0.45***	0.46
Danemark	0.13*	0.43***	0.22***	0.38
Estonie	-0.54***	0.69***	0.51***	0.52
Finlande	-0.44***	0.33***	0.51***	0.42
France	-0.19***	0.80***	0.60***	1.04
Allemagne	-0.28***	0.55***	0.29***	0.42
Royaume-Uni	-0.06	0.44***	0.46***	0.61
Hongrie	-0.68***	0.66***	0.82***	0.76
Italie	-0.40***	0.57***	0.77***	0.65
Lituanie	-0.31***	0.02	0.19*	0.35
Pays-Bas	-0.32***	0.41***	0.61***	0.62
Pologne	-0.98***	0.57***	0.75***	0.75
Portugal	-0.21*	0.54***	0.71***	0.72
Roumanie	-0.70***	0.50***	0.19*	0.47

Slovaquie	-0.54***	0.40***	0.28	0.58
Slovénie	-0.65***	0.69***	0.77*	0.83
Espagne	-0.02	0.39***	0.53***	0.25
Suède	0.07	0.70***	0.61***	0.47

Note: coefficients de régression obtenus dans quatre modèles de régression linéaire. La variable expliquée est donnée dans le titre de la colonne. Les coefficients de régression sont ceux associés au plus haut niveau de diplôme (comparé au plus faible). Les modèles comprennent également le sexe et l'âge comme variables explicatives.

* $p < .05$, ** $p < .01$, *** $p < .001$

Cette fois ce ne sont néanmoins pas l'interventionnisme économique et l'acceptation de l'immigration qui font l'objet des clivages les plus importants, mais la préoccupation environnementale et le libéralisme moral. Ainsi, ce sont les attitudes sur lesquels le niveau de diplôme exerce l'effet le plus élevé dans 8 pays pour la préoccupation environnementale et dans 6 pays pour le libéralisme moral contre 4 pour l'interventionnisme économique et seulement 3 pour l'acceptation de l'immigration. Si c'est cette dernière attitude qui apparaît ainsi la moins clivante socialement, il faut noter qu'elle le reste et que les différences ne sont pas toujours très importantes avec celles qui sont les plus clivantes.

Ces résultats montrent qu'il y a une déconnexion entre d'une part des attitudes importantes pour le clivage gauche-droite et d'autre part des attitudes faisant l'objet d'un important clivage social. Ce résultat se retrouve souvent en examinant les résultats pays par pays, même s'il faut noter de nombreuses exceptions. Pour la Pologne, par exemple, l'attitude la plus dominante était le libéralisme moral, mais l'attitude la plus clivante socialement est l'interventionnisme économique qui n'était pas plus corrélé que les autres au positionnement à droite. En Autriche, au Danemark, en Estonie et en Suède, on observe le même résultat : le libéralisme moral est l'attitude la plus clivante socialement, tout en ayant peu d'effet distinct des autres attitudes pour prédire le positionnement à droite. C'est la Croatie qui fait ici figure d'exception : l'opposition au libéralisme moral était l'attitude dominante pour prédire le positionnement à droite et c'est également celle pour laquelle on observe le clivage social le plus important.

Les résultats sont assez similaires avec la préoccupation environnementale, mais de manière moins nette et avec des situations là encore assez variables d'un pays à l'autre. En France, par exemple, c'est la variable la moins importante pour expliquer le clivage gauche-droite, tout en étant celle pour laquelle on observe le plus fort clivage social. Le même résultat s'observe en République Tchèque, mais pas au Royaume-Uni où la préoccupation environnementale était importante pour expliquer le positionnement à droite. De même, en Lituanie, la préoccupation environnementale est l'attitude la plus importante pour prédire le positionnement à droite et c'est aussi la plus clivante.

Les quatre attitudes que nous avons distinguées font donc bien l'objet d'un clivage social selon le niveau de diplôme : les plus diplômées sont le plus souvent moins en faveur de l'interventionnisme économique, mais sont plus libéraux sur le plan moral, plus favorables à l'immigration et plus préoccupés par les problèmes environnementaux. Ces clivages sont plus ou moins importants selon les pays, mais ils vont quasiment toujours dans le même sens : il n'y a pas de pays dans lesquels les plus diplômés seraient moins en faveur de l'immigration ou moins préoccupés par l'environnement. Ce clivage social n'explique néanmoins pas, comme nous le suggérons à la fin de la sous-partie précédente, les relations entre ces attitudes politiques et le positionnement à droite ou à gauche. Contrairement à ce à quoi nous aurions pu nous attendre, ce sont souvent les attitudes politiques qui participent le moins au positionnement sur le clivage gauche-droite qui font l'objet des clivages sociaux les plus importants.

CONCLUSION

Nous avons d'abord proposé de représenter les différents domaines politiques en distinguant quatre domaines puis des sous-domaines en leur sein. Comme souligné plus haut, ce schéma de classification n'a pas pour ambition d'être exhaustif, mais plutôt de proposer une approche : distinguer des domaines et sous-domaines politiques pour identifier ensuite des attitudes qui leur soient spécifiques. Nous avons en outre proposé de distinguer deux types d'attitudes politiques : des attitudes spécifiques qui expliquent les prises de position sur un domaine ou sous-domaine politique particulier et des attitudes

générales, comme le positionnement à droite ou à gauche, qui relie les différentes attitudes politiques spécifiques.

Nous avons d'abord établi la validité de cette démarche en montrant que les attitudes politiques s'organisaient bien par domaine, c'est-à-dire que les opinions relatives à un même domaine sont bien d'abord corrélées entre elles. Nous avons alors distingué quatre attitudes spécifiques pour décrire des attitudes relevant de quatre domaines différents : l'interventionnisme économique, le libéralisme moral, l'acceptation de l'immigration et la préoccupation environnementale. Nous avons ensuite montré dans les 21 pays européens étudiés que les relations entre attitudes étaient assez semblables d'un pays à l'autre, mais avec des variations importantes d'intensité et en mettant à part le cas de l'interventionnisme économique. Nous avons également fait un constat similaire à propos des relations entre ces attitudes et le positionnement à droite : là encore à l'exception de l'interventionnisme économique, les relations entre ces attitudes politiques et le positionnement à droite vont dans le même sens d'un pays à l'autre, mais avec des variations d'intensité.

Ces résultats confirment l'intérêt de la théorie de l'empaquetage formulée par De Vries et al., (2013) : le clivage gauche-droite peut varier de significations, certaines positions étant plus ou moins associées à l'une des catégories (la gauche ou la droite) selon le contexte politique. Ces résultats montrent néanmoins qu'il n'y a pas de changement radical ou d'inversion de signification. Ils mettent plutôt en lumière des variations sur la base d'un résultat plutôt commun : le fait que la gauche soit plus souvent associé au libéralisme moral, à l'acceptation de l'immigration et à la préoccupation environnementale. En revanche, concernant l'interventionnisme économique, on observe bien des inversions de la relation : il peut selon les pays être associé plutôt à la droite ou à la gauche.

Le recours à quatre attitudes différentes met en lumière le fait que chacune d'entre elle peut, selon les pays, jouer un rôle différent dans la construction du clivage gauche-droite. Nous avons également montré l'existence, dans certains pays, d'attitudes dominantes dans la construction de ce clivage. Ce résultat montre encore l'intérêt de la thèse de l'empaquetage : on peut en effet chercher des « paquets » différents selon les pays, mais aussi des façons différentes de

les composer. Le cas de la Hongrie montre comment une seule problématique peut en venir à dominer l'espace politique, quand au contraire, dans certains cas, on observe une contribution beaucoup plus équilibrée de chacune des thématiques au positionnement à droite ou à gauche.

Nous avons enfin montré que les attitudes contribuant le plus au clivage gauche-droite n'étaient pas nécessairement celles pour lesquelles on observait un clivage social important selon le niveau de diplôme. Ainsi, l'interventionnisme économique et l'acceptation de l'immigration sont apparus comme particulièrement importants dans la construction du clivage gauche-droite, quand le libéralisme moral et la préoccupation environnementale sont apparus comme caractérisés par un plus fort clivage social. La dichotomie traditionnelle entre libéralismes économique et culturel établissait déjà en partie ce constat de déconnexion : le libéralisme économique est plus fréquent à droite et chez les plus diplômés, quand le libéralisme culturel est plus fréquent à gauche, mais aussi chez les plus diplômés. L'acceptation de l'immigration et la préoccupation environnementale donnent les mêmes résultats. C'est la raison pour laquelle leur agrégation dans un même libéralisme culturel peut valoir en première approximation, même si elle revient à assimiler des opinions qui sont très différentes sur le plan analytique comme empirique.

Ces résultats sur la multidimensionnalité et la variabilité du clivage gauche-droite permettent de jeter un pont entre deux approches traditionnelles d'explication des attitudes politiques. Les théories sociologiques des attitudes politiques en font la conséquence de clivages sociaux inscrits dans la structure économique. Les théories politiques expliquent les attitudes politiques par l'action des élites, des partis et plus généralement des acteurs de l'espace politique et médiatique. Si certaines attitudes liées à certains domaines politiques font l'objet d'un clivage social plus important, les élites politiques peuvent alors plus ou moins orienter le débat politique vers un plus ou moins grand clivage social en mobilisant l'espace public autour de ces domaines politiques. Le poids du clivage social dans la construction du clivage gauche-droite dépend donc de la manière dont les élites politiques orientent le débat et réussissent ou non à imposer certaines thématiques dans l'espace public.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDRE C., GONTHIER F. et GUERRA T., 2021, «What Goes with What and for Whom? How Political Sophistication Shapes the Structuring of Economic and Cultural Beliefs», *French Politics*, 19-2/3, p. 158-191.
- BENOIT K et LAVER M., 2006, *Party Policy in Modern Democracies*, London, Routledge.
- BORNSCHIER S., 2010, «The New Cultural Divide and the Two-Dimensional Political Space in Western Europe», *West European Politics*, 33-3, p.419-444.
- CRAPEZ M., 1998, «De quand date le clivage gauche/droite en France?», *Revue Française de Science Politique*, 48-1, p.42-75.
- DE VRIES C. E., HAKHVERDIAN et A., LANCEE B., 2013, «The Dynamics of Voters' Left/Right Identification: The Role of Economic and Cultural Attitudes», *Political Science Research and Methods*, 1-2, p.223-238.
- DOLEZAL M., 2010, «Exploring the Stabilization of a Political Force: The Social and Attitudinal Basis of Green Parties in the Age of Globalization», *West European Politics*, 33-3, p. 534-552.
- EVANS G., 2010, «Models, Measures And Mechanisms: An Agenda for Progress in Cleavage Research», *West European Politics*, 33-3, p.634-647.
- , HEATH A. et LALLJEE M., 1996, «Measuring Left-Right and Libertarian-Authoritarian Values in the British Electorate», *British Journal of Sociology*, 47-1, p.93-112.
- FUCHS D et KLINGEMANN H. D., 1990, «The Left-Right Schema», in M.K. Jennings et J.W. van Deth (dir.), *Continuities in Political Action: A Longitudinal Study of Political Orientations in Three Western Democracies*, Berlin, Walter de Gruyter, p.203-234.
- GONTHIER F., 2015, «La montée et les bases sociales de l'interventionnisme dans l'Union européenne», *Revue française de sociologie*, 56-1, p.7-46.
- INGLEHART R. et KLINGEMANN H-D., 1976, «Party Identification, Ideological Preference and the Left-Right Dimension Among Western Mass Publics», in I Budge, I. Crewe et D. Farlie (dir.), *Party Identification and Beyond: Representations of Voting and Party Competition*, London, John Wiley, p.243-276.

- JAYET C., BAGUR T. et TOUZET H., 2020, *Sociologie de l'opinion publique*, Paris, PUF.
- JOST J. T., FEDERICO C. M. et NAPIER J. L., 2009, «Political Ideology: Its Structure, Functions, and Elective Affinities», *Annual Review of Psychology*, 60, p.307-337.
- KRIESI H., GRANDE E., LACHAT R., DOLEZAL M., BORNSCHIER S. et FREY T., 2008, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LAPONCE J. A., 1981, *Left and Right: the Topography of Political Perceptions*, Toronto, University of Toronto Press.
- LIPSET S. M., LAZARSFELD P. F., BARTON A. H. et LINZ J., 1954, «The Psychology of Voting: An Analysis of Political Behavior», in Lindzey G. (ed.), *The Handbook of Social Psychology*, 11, Cambridge (Mass.), Addison-Wesley, p. 1124-1176.
- MAGNI-BERTON R., 2013, «Les valeurs politiques des Européens. Valeurs de droite versus valeurs de gauche», *Futuribles*, 395, p.69-81.
- STIMSON J. A., THIEBAUT C. et TIBERJ V., 2012, «The Evolution of Policy Attitudes in France», *European Union Politics*, 13-2, p.293-316.
- TIBERJ V., 2012, «La politique des deux axes», *Revue française de science politique*, 62-1, p.71-106.
- , 2017, «Running To Stand Still» *Revue française de science politique*, 67-6, p. 1089-1112.
- TREIER S. et HILLYGUS D. S., 2009, «The Nature of Political Ideology in the Contemporary Electorate», *Public Opinion Quarterly*, 73-4, p.679-703.